

ARRÊTÉ Nº 2024-1101

COMMUNE DE SAINT-CYR-SUR-LOIRE DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES ET DE L'AMENAGEMENT URBAIN

L'OUVERTURE D'UN ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

Établissement : Dispositif d'Accompagnement Médico-Educatif LES ELFES

Sis à : 33 Rue Eugène Chevreul

ERP n°E-214-00375-000 et E-214-00375-001

Type: R Catégorie: 5ème

Le Maire de SAINT-CYR-SUR-LOIRE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants, Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment les articles R 143-1 à R 143-47.

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.

Vu l'arrêté modifié du Ministre de l'Intérieur du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générale du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public,

Vu l'avis émis par la Sous-commission Départementale de Sécurité ERP/IGH en date du 01/08/2024, reçu en mairie le 06/08/2024.

Considérant la nécessité de prendre les mesures demandées pour assurer la sécurité du public,

ARRÊTE

<u>ARTICLE PREMIER</u>: Monsieur Philippe BRIAND, Maire de Saint-Cyr-sur-Loire, autorise le maintien d'ouverture au public de l'établissement susvisé.

<u>ARTICLE DEUXIÈME</u>: La présente autorisation peut être retirée à tout moment si de graves infractions au règlement de sécurité venaient à être constatées.

ARTICLE TROISIÈME : Les prescriptions devront être réalisées dans un délai de :

- IMMEDIAT : pour les prescriptions du §4.1 du procès-verbal de réunion de la commission de sécurité.
- IMMEDIAT : pour les prescriptions du §4.2 du procès-verbal de réunion de la commission de sécurité.

ARTICLE QUATRIEME: Copies à:

- Monsieur le Directeur de l'Etablissement,
- Monsieur le Préfet du département d'Indre-et-Loire,
- Monsieur le Directeur Départemental des services d'incendie et de secours.

Il sera, en outre, transcrit sur le registre des arrêtés et publié au recueil des actes administratifs de la commune.

Fait à SAINT-CYR-SUR-LOIRE, le neuf août deux mil vingt-quatre.

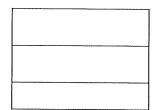
Pour le Maire absent, Les premier, deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième, Adjoints absents, Le septième Adjoint,

Michel GILLOT

« Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif d'ORLEANS dans un délai de deux mois à compter de sa publication, de sa notification et de sa transmission aux services de l'Etat chargés du contrôle de légalité. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://www.telerecours.fr»

ACTE ADMINISTRATIF

TRANSMIS AU CONTRÔLE DE LÉGALITÉ LE REÇU PAR LE CONTRÔLE DE LÉGALITÉ LE EXÉCUTOIRE LE



Le Maire soussigné certifie sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de l'acte.

Pour le Maire absent, Les premier, deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième, Adjoints absents, Le septième Adjoint,

Michel GILLOT